

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

21^{ème} année - N° 3916 - Lundi 05 Juillet 2021 - Prix : 200 Fc

PÉNURIE DES PRODUITS CARNÉS :

Une bouffée d'air frais à partir de ce lundi



Bateau des premiers conteneurs arrivé au port de Moroni.

Nous informons notre aimable clientèle de la reprise des vols EWA AIR Moroni-Mayotte-Moroni tous les vendredis et dimanche à compter du **9 juillet** avec des correspondances pour la Réunion et Paris.

Nos bureaux sont ouverts de 8 H à 12H.

Pour tous renseignements veuillez nous contacter au :
Contact : + 269 773 87 41/email : resa@australairkm.com / Route de l'Alliance Franco-Comorienne



SOCIÉTÉ

La campagne de dépistage de la malnutrition et de déparasitage est lancée

Sous le patronage de la direction de la santé au niveau de Mohéli, la campagne de dépistage de la malnutrition et de déparasitage est lancée jeudi 30 juin à Mohéli et va se poursuivre jusqu'à ce lundi 5 juillet.

6 jours pour dépister les enfants malnutris dont l'âge est compris entre 6 mois à 5 ans mais aussi les déparasiter, tous. Pour les enfants qui sont victimes de cette malnutrition, selon Ansufdine

Boura le responsable de ce programme au niveau de la direction régionale de la santé de Mohéli, ils seront pris en charge par la structure sanitaire la plus proche. Jeudi dernier, les chefs de quartiers et villages étaient réunis dans la salle de conférence de la direction régionale de la production pour une réunion de sensibilisation.

Ce programme financé conjointement par l'UNICEF et COMPASS sous l'exécution du ministère de la santé à travers la DSF

(Direction de la santé familiale) se déroule tous les 6 mois au mois de juin et au mois de décembre, selon le responsable régional. « Ces 5 jours vont largement nous suffire pour réaliser toutes nos activités dans l'ensemble de l'île », rassure Ansufdine Boura, major du service de la pédiatrie du CHRI de Fomboni.

Riwad



Reunion de sensibilisation à Mohéli sur la malnutrition.

VIE ASSOCIATIVE

Un camion benne remis à Voija-Voija de Mirontsy

Dans le cadre des activités de ramassage des déchets ménagers, l'association de Mirontsy a reçu un camion d'occasion acheté avec la contribution des personnes généreuses et l'ONG Naipenda Comores. Une cérémonie de remise à eu lieu jeudi dernier en présence de certains maires de communes voisines invités par le locataire de la Mairie de Mirontsy, Sidi Bacar qui a démarré l'engin et remis les clés à l'association.

La meilleure association de l'île, l'association Voija-Voija de Mirontsy a reçu un camion leur permettant de renforcer leurs travaux de ramassage des ordures. Si avant 2020, Mirontsy a été élue la cité la plus propre de l'archipel, l'association Voija-Voija reste toujours active. Lors de la cérémonie, on a glorifié les tâches de cette association créée depuis 5 ans et demi sous la bannière: « une jeunesse consciente et une jeunesse édu-



Remise d'un camion de ramassage des ordures à Mirontsy.

quée ». « En 2015, quand j'étais maire de cette commune, on a lancé cette association et j'ai toujours soutenu ces jeunes responsables, en ma qualité de technicien en environnement touristique et avec mon statut

de premier magistrat », indique le maire sortant très connu par son pseudonyme Fils. Ce dernier pose une équation à plusieurs inconnus face à ce combat de l'environnement et du bien être. « Cette question des

déchets ménagers doit être traitée en symbiose entre les communes de Mutsamudu, Mirontsy et Ouani », poursuit-il, avant d'ajouter que « Mirontsy a deux frontières avec ces communes ».

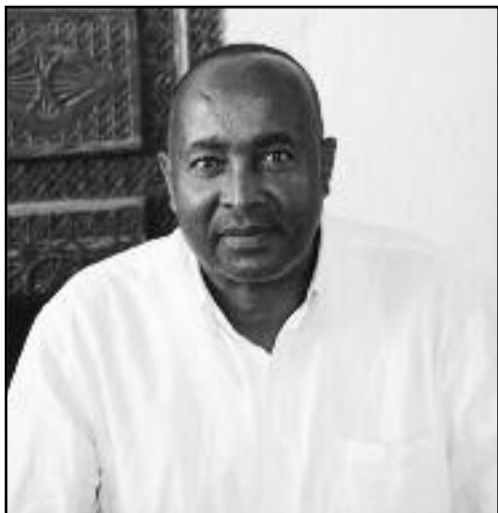
Quant au Maire en place, Sidi Bacar montre que l'autre bout du tunnel n'est pas à quelques mètres. « On demande une main forte et lubrifiante en nerf de la guerre pour mieux assurer la pérennité de ces activités. Ils sont très courageux ces jeunes, ils méritent l'implication de tous et toutes, dit-il. Nous sommes en phase de réflexion pour un projet géant qui se donne la mission d'acquiescer des équipements et accessoires dignes pour cette noble cause citoyenne ». Le maire promet qu'il ne lâchera jamais la corde et fera son tout pour cette cause humanitaire et salutaire.

Le président de cette association remercie Dieu de les avoir guidés sur ce droit chemin depuis le 25 décembre 2015 jusqu'à nos jours. Wazir Achirafi lance un message particulier à la commune en soulignant que « cet engin est pour la commune, pour Mirontsy et pour la salubrité de Mirontsy ».

Nabil Jaffar

LIBRE OPINION

Qui a fait mieux ? La France ou la Chine



Sans vraiment prendre parti pour un camp, ni parler de politique au sens propre du terme. C'est la question qui se pose actuellement au pays, 46 ans après l'indépendance. Une indépendance formelle initié

en 1974, par l'administration coloniale des années 1950 pour organiser une consultation populaire directe par la voie des urnes pour ne pas utiliser le terme « referendum » le 22 décembre 1974 (source : loi du 24 novembre 1974), dont la question posée aux électeurs à cette consultation populaire est la suivante : Souhaitez-vous que le territoire des Comores devienne indépendant ? L'électeur aura donc à dire si oui ou non cette indépendance peut toujours être utile. Le résultat de la consultation référendaire est la : en Grande Comore, le corps électoral se prononce à 99,98% pour l'indépendance, 99,92% à Mohéli et 99,93% à Anjouan. En revanche Mayotte dit non avec 63,62% des suffrages exprimés.

Au vu de ces résultats officiels publiés par une commission créée spécialement, on constate que les électeurs ont participé activement à l'élection et ont montré un réel intérêt pour le scrutin et depuis la division s'installe entre partis politiques et ceux qui vivent à Beit

Salam. En tout cas, ils sont nombreux à se poser des questions. Pourquoi le pouvoir colonial s'est précipité pour organiser une consultation populaire aux Comores alors que, comme on le sait, Tahiti avait sa propre monnaie voir même le statut de l'archipel des Comores, le statut d'autonomie interne ? Et pourquoi après les résultats de ces votes, les querelles s'enlisent dans le brouillard à tel point que le président du conseil de gouvernement Ahmed Abdallah Abdérémame proclame unilatéralement de façon précipité le 6 juillet 1975 l'indépendance des 4 îles ? Quels seront les informations exactes, ou les pièces justificatives pour obtenir cette fameuse carte de vote ? Ces questions m'intriguent tout simplement parce que selon les dires du simple citoyen, le pays est toujours dans l'impasse, tant qu'on n'aura pas un consensus international y compris les pays de la région pour une solution au conflit qui oppose depuis des années, la France et l'archipel des Comores,

deux pays amis et frères.

La réponse apportée jusqu'ici par l'opinion publique à la question demeure ambiguë. Cependant pour certaines personnes, la France reste notre premier partenaire, il nous accompagne dans le processus de sortie de crise et injecte plusieurs centaines de millions d'euros à travers la caisse centrale de coopération économique devenue AFD. Ces fonds d'investissement ciblent spécifiquement le financement sous forme de subvention de plusieurs projets de développement retenus par le Document Cadre de Partenariat. Et pour d'autres, la Chine est un partenaire qui ne cesse d'apporter son soutien à travers des projets dans plusieurs secteurs dont, la santé et la Télécommunication mais aussi l'économie. Tout cela est visible de partout. Le débat est ouvert !

Salim Maabad

PÉNURIE DES PRODUITS CARNÉS :

Une bouffée d'air frais à partir de ce lundi

Le bateau feeder Kiara était attendu au port de Moroni dans la nuit du dimanche au lundi 5 juillet, avec 44 conteneurs frigos. Cela devrait offrir une bouffée d'oxygène à la population durement éprouvée par la pénurie des produits alimentaires en général, et des produits carnés en particulier, depuis maintenant plusieurs semaines.

Ce n'est qu'une bouffée d'oxygène et non l'épilogue d'une crise alimentaire qui n'a que trop duré. Selon nos informations, le bateau, feeder Kara devait accoster au port de Moroni dans la nuit d'hier à aujourd'hui avec 44 conteneurs frigos. Cette cargaison devrait permettre d'offrir

une bouffée d'air à la population après plusieurs semaines de pénurie alimentaire sans précédent.

Un exploitant du port de Lingoni à Mayotte qui suit de près la situation à Moroni explique que pour parvenir à voir le bout du tunnel, il est plus qu'urgent de mettre l'accent sur les ports. Il faudrait « acquérir un petit feeder pour au moins être autonome car il ne faudrait pas oublier qu'étant un pays insulaire, le poumon économique de Comores ce sont les ports et l'autonomie en transport maritime. S'il y avait ne serait-ce qu'un Landing Craft Tank, c'est-à-dire une barge à fond plat avec un portail à l'avant qui peut transporter des véhicules, conteneurs, bétail et de la marchandise diverse, on pouvait faire faire

les allers- retours du port de transbordement à défaut d'un accostage des longs courriers sur un quai en eau profonde même flottante ».

Selon lui, contrairement à ce que les gens disent, « la pénurie n'est pas liée à la douane comorienne ni aux commerçants importateurs, encore moins à toute autre entité mais c'est suite aux problèmes liés aux transports maritimes au niveau mondial ». Et d'ajouter que « plusieurs centaines de conteneurs des Comores en transbordement à Mayotte et dans d'autres ports de la région sont en attente des navires feeders qui touchent Moroni et Mutsamudu ».

« Suite à une congestion portuaire à Longoni (port de Mayotte) le navire qui devait charger pour

Moroni est en attente au mouillage et sa mise à quai dépend du règlement de l'exploitation du port et des armateurs. Selon les dernières informations le feeder Kiara pourrait accoster le 2 juillet après midi, décharger des conteneurs pour Longoni et en charger d'autres pour Moroni avec une estimation de départ au mieux le 4 ou le 5 juillet en début d'après-midi », devait rassurer celui qui persiste à croire que la Covid-19 est le principal responsable de cette situation.

Pour conclure, cet expert en matière de port souligne qu'une urgente étude est nécessaire pour la construction d'un quai flottant au port de Moroni permettant de recevoir les navires à temps, permettant à moyen terme la construction d'un

port en eau profonde à la Grande-comore, le respect strict du règlement d'exploitation du port, la diminution des frais d'escales « exorbitants » des navires au mouillage et des frais « fantaisistes » de remorquage qui ne peuvent que « faire fuir le peu d'armateurs qui touchent Moroni ». Il recommande également une « manutention performante » pour que les navires « passent le minimum de temps possible au port » de Moroni, pour éviter les surestaries trop onéreuses qui seront répercutées sur les prix à la consommation. A noter que plus de 700 conteneurs vides n'ont toujours pas quitté Moroni depuis des mois.

Nassuf Ben Amad

PÉNURIE DES DENRÉES ALIMENTAIRES :

Des solutions palliatives

Pour mettre fin à la crise alimentaire qui frappe le pays depuis plusieurs semaines, le gouvernement et la Chambre de commerce ont rencontré le secteur privé pour étudier des pistes de sortie de crise.

Déjà deux mois depuis que les Comores sont confrontées à une pénurie de denrées alimentaires. Le gouvernement et le secteur privé avec la Chambre de commerce ont abordé ce sujet samedi 3 juillet dernier dans le but de trouver une solution palliative à la vie chère. Plusieurs points ont fait l'objet de cette rencontre tenue au ministère de l'Économie : la hausse des prix des produits de première nécessité, le fret mais aussi le retard dans le transport. C'était l'occasion pour le secteur privé d'exposer les difficultés auxquelles ils sont confrontés notamment sur la hausse des prix à l'international.

Dans son intervention, Sitti Djahouaharia Chihabiddine, la présidente de l'organisation patronale Nouvelle Opaco, fait savoir que des discussions seront faites dans les

prochains jours avec le gouvernement dans le cadre du protocole d'accord public-privé qui a été signé en août 2020. « Dans le but de sécuriser les importations, plusieurs idées ont été dégagées. Trouver par exemple d'autres pays pour les importations, pour ainsi contourner la crise », fait savoir la patronne de l'Opaco avant d'ajouter que les réunions jusqu'ici tenues « n'ont pas apporté les fruits escomptés ».

Quant au ministre de l'économie Houmed Msaidie, il a expliqué que les parties prenantes ont « fait le choix d'une économie libérale », reconnaissant que les opérateurs privés « sont les acteurs du commerce et de la croissance économique de ce pays ». Parmi les problèmes qui pénalisent les importateurs, la hausse des prix au niveau international. « La question sera étudiée pour éviter d'être à nouveau confrontés à d'autres problèmes afin de rassurer le consommateur et amortir les chocs dus à la situation mondiale », poursuit-il.

Présent dans cette rencontre, le ministre des finances dit que des



Rencontre entre le gouvernement et les opérateurs économiques.

efforts seront déployés pour éviter que le choc provenant de l'extérieur n'affecte pas tout le monde. Les prestations douanières caractérisées par les réévaluations des conteneurs seront aussi prises en considération. L'argentier de l'Etat a demandé au secteur privé de désigner ses représentants pour mettre en place la Commission de valeur. Celle-ci sera chargée de revenir sur les cas de litiges douaniers notamment liés à une surfacturation. Il regrette qu'« aucun

importateur n'a saisi le ministère des finances ni celui de l'économie avec preuves à l'appui pour dénoncer une surévaluation d'un conteneur ». « Mettez-nous au défi pour voir si nous réagissons au lieu de dénoncer dans la presse et sur les réseaux sociaux ».

Ce dernier étudie les moyens qui peuvent permettre de récupérer les conteneurs qui sont et qui seront régulièrement en souffrance dans les ports régionaux. Les différentes par-

ties se sont convenues d'une nouvelle rencontre pour approfondir les réflexions. Notons que le ministre des finances a pris les dispositions nécessaires pour que les 300 conteneurs dont 50 pour les ailes de poulet qui doivent être déjà au port depuis hier soir, soient déchargés ce lundi et dédouanés pour mettre rapidement les produits à la disposition des consommateurs.

Andjouza Abouheir

CORONAVIRUS :

Jusqu'à 28% de vaccinés d'ici fin aout

Dans l'objectif d'accompagner les Comores à endiguer la pandémie de la covid-19, la Chine a octroyé un deuxième lot de 100.000 doses de son vaccin Sinopharm. Ces doses, en plus des 200.000 premières doses achetées par le gouvernement, vont permettre au pays de vacciner jusqu'à 28% de la population d'ici fin aout selon la ministre de la santé

La Chine réitère son engagement d'accompagner le pays dans la campagne de vaccination contre la Covid-19. Pour la deuxième fois, elle a remis aux autorités comoriennes un second lot de son vaccin Sinopharm dans le but de faire barrière à la Covid-19,

qui a coûté la vie à 146 personnes sur les trois îles indépendantes. Arrivé à bord d'Ethiopian Airlines jeudi 1er juillet, ce don de 100.000 doses a été réceptionné par la ministre de la santé Loub Yacouti Athoumani, l'ambassadeur de la République populaire de Chine en

Union des Comores, He-yan Jun et le ministre des affaires étrangères Dhoihir Dhoulkamal.

L'ambassadeur de Chine se félicite de cette initiative. « Ces doses vont permettre d'accélérer la campagne de vaccination dans le pays. Et la Chine a pris comme engagement d'accompagner le pays dans cette lourde épreuve. Cela démontre une fois de plus l'amitié qui existe entre nos deux pays », souligne-t-il. Quant à la ministre de la santé Loub Yacouti, elle a salué ce geste. « La

Chine nous a témoigné son amitié. Nous avons reçu 100.000 doses de Sinopharm qui nous ont permis de commencer la campagne de vaccination en avril dernier. Aujourd'hui les 100.000 doses supplémentaires vont nous aider à vacciner le maximum de personnes dans cette deuxième phase qui débutera ce 14 juillet », avance-t-elle.

A titre de rappel, pour atteindre l'immunité collective on doit vacciner au moins 60% de la population. Mais le gouvernement a mis la

barre trop haute et table sur 80% d'ici la fin de l'année. « Il est vrai que pour atteindre l'immunité collective, il faut vacciner 60%, je pense que d'ici fin août nous atteindrons 28% de la population. Nous sommes également dans le mécanisme de l'initiative Covax, il y a aussi l'aide de nos partenaires à savoir la Banque mondiale. Nous dépasserons largement ce taux », devait assurer la ministre de la santé.

Andjouza Abouheir

THÉÂTRE

« Excusez-moi, Madame », un spectacle pour dénoncer les violences

Les faits dépassent la réalité et touchent plus d'un. Sitty-Thourayat Daoud a, dans une première représentation depuis deux ans pour cause de la pandémie, joué « Excusez-moi, Madame », une pièce de Emilie Bonnafous qui met en scène 7 femmes victimes de violences et qui font le choix de témoigner. Sur scène, cette femme dont Sitty joue le rôle est la porte-parole.

Devant un public réduit, la comédienne Sitty-Thourayat Daoud a donné un spectacle plein d'émotion dans la salle de l'Alliance Française de Moroni. La jeune femme qui n'est pas à ses débuts artistiques a, dans « Excusez-moi, Madame ! », dénoncé les viols et autres abus notamment les maltraitements vis-à-vis de la femme le tout dans un décor noir. « Excusez-moi Madame ! est un spectacle qui parle des violences faites

aux femmes et il met en scène sept (7) femmes dont quatre (4) qui témoignent de leur vie et une autre femme qui est en quelque sorte la porte-parole de toutes ces femmes et elle était là à les défendre et les orienter », explique l'actrice juste après le spectacle.

A travers cette pièce écrite par Emilie Bonnafous et qui soit « une parole littéraire et militante, émouvante, forte et vivante », Sitty-Thourayat a su émouvoir son public. Plein d'émotions, beaucoup de joie et le temps de « faire rire » son public, la comédienne a réussi à mélanger le tout à la fois et cela dans une ambiance ergonomique. Elle a respecté le souhait de l'auteur qui est de « continuer à faire vivre ce texte, afin que la parole des femmes soit entendue, encore et toujours, tant que les violences existent ». Le message portait par la comédienne en jouant cette pièce peut se comprendre et entre bien

dans un cadre contextuel du fait que ces dernières années les actes de violences faites aux femmes sont monnaie courante.

« Que les femmes soient entendues ! » et que tout cesse, est le désir de ces beaux textes. En off, Sitty-Thourayat a pris le plaisir, et cela pour dénoncer les cas des Comores, de laisser entendre celles qui sont victimes de s'exprimer. Dans sa mise en scène de cette parole, la jeune actrice est hantée par la voix de Fania, Anziza, Faimida, Sakina, Nasma, Mdzadze Amani, et d'autres anonymes.

« Cette femme représente toutes les femmes, elle a écouté les témoignages de toutes, presque, et celles qui sont mortes. Elles venaient lui parler dans ces rêves. J'ai fait le choix de les raconter en Voix off, pour montrer que les faits sont tellement graves que même les paroles contées hantent, cette femme en robe rouge n'arrivait pas à se passer



des témoignages de ces femmes, partout où elle se trouvait, elle y pensait toujours et cherchait des solutions, elle était vraiment dépassée par la situation », raconte Sitty-Thourayat. Outre ce spectacle, la

jeune actrice a pris le plaisir de se retrouver sur scène après deux ans de pause pour cause de coronavirus.

A.O Yazid

PLAN STRATÉGIQUE DE L'UNIVERSITÉ POUR LA PÉRIODE DE 2019-2023

Vers la mise en place d'un office universitaire

Lors d'un atelier de l'Université des Comores placé sous le thème « l'UDC comme vecteur de cohésion et de développement économique », le président Azali Assoumani annonce la mise en place prochaine d'un office universitaire pour le conseil d'orientation au profit des bacheliers et étudiants. Son rôle sera d'aider ces derniers à mieux affiner leurs choix de formation.

L'Université des Comores, a été créée officiellement en 2003 et le chef de l'Etat vient de décider 19 ans après de revoir la maquette de ses formations dont certaines semblent obsolètes. A cet effet, un séminaire consacré à l'avenir de l'UDC a eu lieu jeudi dernier en présence du président Azali Assoumani. D'après les dirigeants de l'université, cet atelier

rentre dans le cadre de la célébration de la fête nationale du 6 Juillet. Dans son discours, le chef de l'Etat annonce la mise en place d'un office universitaire pour le conseil d'orientation au profit des bacheliers et étudiants. Son rôle est d'aider ceux-ci à mieux affiner leurs choix de formation.

« Les conclusions et recommandations de cet atelier iront dans le sens de la mise en place d'une nouvelle offre de formation de Masters et de Licences », explique le président. Pour lui, cette initiative permettra de mieux accompagner la mise en œuvre du Plan Comores Emergentes à l'horizon 2030. « L'offre actuelle de formation de l'Université des Comores doit en effet, être revue et améliorée à travers la mise en place progressive de filières professionnalisantes, recommande-t-il.

Dans cette dynamique tendant à renforcer et à élargir l'offre de formation, le président de la République estime aussi que le lancement du processus de transformation de l'Ecole de Médecine et de Santé Publique (EMSP) actuelle en Faculté des Sciences médicales est à envisager. « La production de nouvelles spécialités va s'appuyer sur le nouveau Centre Hospitalier Universitaire en cours de construction », ajoute-t-il.

De son côté, l'administrateur de l'Université affirme que l'off-

re de formation de l'UDC doit être revue et améliorée à travers la mise en place progressive de nouveaux cursus envisagés pour la rentrée universitaire 2021-2022. Il cite entre autres l'ouverture d'un master en sciences agricoles et transformation de produits de rente, l'ouverture d'un master en sciences marines et en gestion des ressources halieutiques, d'un master en énergétique, d'un master en histoire filière professionnalisantes.


« D'autres projets seront bientôt mise en oeuvre tels que

l'interconnexion de l'ensemble des sites, la bibliothèque numérique, l'informatisation des ressources humaines, l'organisation régulière d'un salon de l'étudiant pour permettre aux étudiants à mieux envisager leurs études universitaires et aussi promouvoir la relation entre l'Université et le monde économique. Ibouroi Ali Tabibou annonce qu'une feuille de route devrait être élaborée après ce séminaire.


Ibnou M. Abdou



Photo d'archive



AVIS DE RECRUTEMENT



Le PNUD Comores recrute un(e) stagiaire pour le Genre.

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont prié(e)s de prendre connaissance des termes de référence, et de **postuler en ligne** à partir des liens ci-dessous :

- * **Recrutement d'un(e) stagiaire pour le Genre**
- * https://jobs.partneragencies.net/erecruitjobs.html?JobOpeningId=38327&hrs_jo_pst_seq=1&hrs_site_id=2

Date de début de Publication : **01 juillet 2021**
Date limite dépôt des candidatures : **16 juillet 2021**

Remarques :

- Les candidatures féminines sont fortement encouragées et à compétences égales, les candidatures féminines sont privilégiées.
- Seul(e) le(la) candidat(e) retenu(e) pour le stage sera contacté (e).

FFC :

Tournoi Cosafa mis hors-jeu par le variant Delta du coronavirus

L'organisation de l'édition 2021 du tournoi international de l'Afrique, zone australe, baptisé Cosafa Cup men connaît une perturbation significative. La présence menaçante du variant Delta de la covid-19 en Afrique du Sud, pays logiquement hôte de la compétition, a contraint les organisateurs à suspendre ce précieux rendez-vous footballistique de la zone jusqu'au déclin notoire de la pandémie. Le sport n'est pas la seule victime de la propagation fulgurante de l'épidémie. Tous les regroupements restent sous contrôle.

Du 7 au 18 juillet 2021, Gqeberha, international Stadium de Port Elisabeth n'accueillera plus les 12 prétendants au trophée, dans le cadre de la 20e édition du Conseil des Associations du Football de l'Afrique australe (Cosafa, senior masculin). « C'est un grand dommage. Cette compétition aurait servi aussi de test et d'opération de figelage pour les Cœlacanthes, attendus au Cameroun en janvier 2022 pour défendre le flambeau

national. Nous avons raté la trêve, correspondant à la date Fifa », regrette un entraîneur d'une équipe de D1 surplace.

La présence de l'un des mastodontes du football du continent, les Lions de la Teranga du Sénégal, à l'édition 2021 de ce Council of Southern Africa Football Association, Cosafa, men seniors, aurait provoqué une grande ambiance, et aiguiser les ambitions des uns et des autres. Son face-à-face avec Zimbabwe, détenteur du record d'exploits du tournoi, aurait été un événement. Le report de la compétition suscite des débats houleux et contradictoires sur le sort des Comores. Les Cœlacanthes, l'adversaire le moins familier au tournoi, auraient affronté la Zambie, détenteur du titre, et cinq fois couronné au sommet du podium. Comment les réservistes des Cœlacanthes allaient créer une surprise ?

Bm Gondet

HABARI ZA UDUNGA

Peu importe...

Dans les îles de la lune, le concept : « équilibre » figure parmi les mots le plus usité par le microcosme. En effet, depuis 1978, il fait partie de la panoplie du discours de tout « bon » politicien sous les cocotiers. Si à un certain moment, il a pu aider à trouver des compromis dans le jeu subtil de la classe politique, il faut se dire qu'à certains autres moments, des opportunistes s'y sont glissés insidieusement pour se fondre dans le moule et ils sont devenus au fil du temps des spécialistes respectés dans ce jeu d'équilibre, instable cela va de soi.

Cet équilibrisme, tous azimuts, constitue, peut être, un des éléments, de notre instabilité actuelle. Aussi, à force de vouloir à tous prix trouver un équilibre insulaire dans la gestion de l'État, on avait occulté l'aspect le plus important, qui est la constitution d'équipes capables d'impulser des véritables stratégies de développement en dehors des contextes purement insulaires.

Chez nous, la politique est conçue uniquement sous l'angle d'un partage de prébendes, postes dans les différentes administrations et de marocains ministériels. Peu importe si l'école primaire publique se meurt, si l'accès à l'eau potable est toujours un luxe, si les prix s'envolent, si les opposants sont devenus virtuelles, si les clients ne se sont toujours pas considérés comme des rois, si la farine est introuvable, si les taux à

la douane verrouillent les importations, bref l'essentiel, c'est que chacun puisse y être casé quelque part.

Pourtant le temps est venu pour nous d'admettre là où nous avons failli et d'ouvrir le débat sur de nouvelles approches pour un développement au service du pays. Si nous en avons à cœur cela, les moyens pour y arriver ne nous ferons pas défaut. A moins de vouloir rester dans « lebotisi no Msetro », pour encore un bout de temps !

Dans les îles de la lune, en plus du nombrilisme aigüe, qui nous fait croire que nous sommes au centre du monde, il nous faut malheureusement ajouter cette politique politicienne qui est devenue une véritable maladie que certains appellent la « politite ». Elle semble être devenue endémique, comme le palu qui est en nous. Son éradication est problématique. Que faire ? Doit-on continuer à regarder l'incompétence prendre le pas sur le mérite ? Doit-on continuer à laisser le pays voguer au gré des marchands d'opportunités pour des opportunistes ?

Les choix ne sont plus nombreux et il nous appartient à toutes et à tous de refuser de baisser les yeux face à notre indifférence ! Les enfants d'aujourd'hui, les adultes de demain pourraient ne pas nous comprendre. Car l'Émergence ce sont eux en l'occurrence !

Mmagaza



Ministère de l'Agriculture,
De la Pêche et de l'Environnement



DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE

PROJET INTÉGRÉ DE DÉVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEURS ET DE LA COMPÉTITIVITÉ (P164584), CRÉDIT IDA 6423 KM

COORDINATION NATIONALE DU PROJET

Réf. n°2021/006/ MAPE/PIDC/AMI/UGP

« RELANCE DE MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR L'IDENTIFICATION ET LA RÉALISATION D'UNE ÉTUDE DE MISE EN PLACE DES FERMES AGRICOLES »

1. Le (PIDC) est une initiative du Gouvernement Comorien, avec l'appui financier de la Banque Mondiale, visant à réduire la pauvreté en soutenant la croissance économique de certaines régions à fort potentiel.

L'objet du projet est de promouvoir le développement des Micros, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) et des acteurs de la chaîne de valeurs, concernés dans l'agriculture, le tourisme et les secteurs associés aux Comores.

Les composantes du Projet, qui correspondent à un investissement total évalué à US\$ 25 millions, sont les suivantes :

- * Renforcement de la compétitivité des chaînes de valeur cibles et du secteur privé
- * Appui direct aux entreprises
- * Gestion de projet, Suivi/Évaluation, et Renforcement des Capacités.

Dans le cadre de la mission, le PIDC lance un Avis à Manifestation d'Intérêt, en vue de recruter « un consultant individuel pour l'identification et la réalisation d'une étude de mise en place des fermes agricoles » dont les responsabilités, tâches, ainsi que le profil, sont définis dans les présents termes de références.

2. Objectif de la mission

L'objectif de la prestation est de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire des

familles rurales avec la croissance productive agricole, de l'élevage et en utilisant durablement les ressources naturelles (terre, eau et les ressources génétiques...) de façon qu'elles ne compromettent pas la capacité productive des générations futures.

Sous la supervision du Coordonnateur du PIDC et en collaboration étroite avec la Direction Nationale de la Stratégie Agricole et de l'Elevage (DNSAE), le Consultant sera responsable des tâches suivantes :

- Réaliser une analyse documentaire sur la base d'études existantes ;
- Sélectionner les bénéficiaires suivant des critères préétablis notamment les zones d'intervention du PIDC, la taille de la ferme, l'orientation commerciale, appartenance à des groupements d'agriculteurs, la volonté de partager des informations avec d'autres membres du

Groupe en partenariat avec l'équipe de l'UGP, la DNSAE, les CRDE, les élus locaux et les OPA ;

- Collecter et produire des données géoréférencées pour la délimitation, la localisation et la création d'une base de données dynamique de 26 fermes agricoles familiales/modernes sélectionnées ;
- Présenter une caractérisation socioéconomique et un profil archéologique des fer-

mes ;

- Faire ressortir les potentialités, les opportunités, les défis, les contraintes et la vision de chaque ferme...etc.

3. Profil du consultant

- Être diplômé de l'enseignement supérieur (Bac+5 minimum) en sciences agroéconomiques, en agrobusiness, en développement local, ou toute autre discipline apparentée ;
- Avoir une expérience d'au moins de cinq (05) ans dans l'élaboration d'une méthodologie, des plans de fermes agricoles familiales/modernes (diagnostic, élaboration des plans et mise en œuvre) ;
- Avoir mis en œuvre au moins 3 missions similaires ;
- Avoir une bonne connaissance du milieu rural Comorien ;
- Avoir des connaissances en agroéconomie, en système d'information géographique, en planification opérationnelle, et en conception des plans d'affaires ;
- Avoir une expérience des procédures des projets de la Banque Mondiale.

4. Le consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le

Financement des Projets d'investissement (version juillet 2016 ; Révisée en 2017 et 2018). La méthode de sélection est « la sélection du Consultant Individuel (SCI) ».

5. Les dossiers de candidature devront comprendre les documents suivants :

- Une lettre de motivation adressée au Coordonnateur du projet,
- Un CV actualisé accompagné de tous les justificatifs de diplômes et des attestations justifiant le niveau académique et l'expérience requise.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires concernant les TDR, en nous contactant à l'adresse email ci-dessous. Les manifestations d'intérêt doivent être rédigées en français et être déposées par email ou physiquement à l'adresse mentionnée ci-dessous au **plus tard le 09 juillet 2021 à 17 h 00 (heure locale en Union des Comores)**.

Adressé à : Monsieur le Coordonnateur du Projet PIDC « Manifestation d'intérêt Réf. n°2021/006/MAPE/PIDC/AMI/IEFA » au secrétaire du PIDC. MAPE, Mdé Ex-CFADER. Email projetpidc@gmail.com

Lancée 25 juin 2021



Ministère de l'Agriculture,
De la Pêche et de l'Environnement



DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE



PROJET INTÉGRÉ DE DÉVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEURS ET DE LA COMPÉTITIVITÉ (P164584), CRÉDIT IDA 6423 KM

COORDINATION NATIONALE DU PROJET

Réf. n°2021/008/ MAPE/PIDC/AMI/UGP

« RELANCE DE MANIFESTATIONS D'INTÉRÊTS POUR LE RECRUTEMENT D'UN (E)EXPERT EN CHAINES DES VALEURS AGRICOLES »

1. Le (PIDC) est une initiative du Gouvernement Comorien, avec l'appui financier de la Banque Mondiale, visant à réduire la pauvreté en soutenant la croissance économique de certaines régions à fort potentiel.

L'objet du projet est de promouvoir le développement des Micros, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) et des acteurs de la chaîne de valeurs, concernés dans l'agriculture, le tourisme et les secteurs associés aux Comores.

Les composantes du Projet, qui correspondent à un investissement total évalué à US\$ 25 millions, sont les suivantes :

- * Renforcement de la compétitivité des chaînes de valeur cibles et du secteur privé
- * Appui direct aux entreprises
- * Gestion de projet, Suivi/Évaluation, et Renforcement des Capacités.

Dans le cadre de la mission, le PIDC relance un Avis à Manifestation d'Intérêt, pour recruter un (e) Expert en chaînes des valeurs agricoles pour compléter l'Unité de Gestion du Projet Intégré de Développement des Chaines de valeurs agricoles (PIDC).

2. Tâches et Responsabilités

Sous la supervision du Coordonnateur du PIDC et en collaboration étroite avec l'équipe

des consultants du projet, l'expert sera responsable des tâches suivantes :

- Contribuer à la mise en œuvre des activités de développement de chaînes de valeurs dans le secteur agricole, tourisme et transport ;

- Cartographier l'ensemble des activités ainsi que les flux de produits et les éléments de la valeur ajoutée aux différents maillons de la chaîne ;

- Appuyer les prestataires de services dans le développement et l'implémentation des prestations d'accompagnement technique dans les zones d'intervention ;

- Procéder à une analyse détaillée de la filière en portant une attention particulière aux acteurs, au marché, en étudiant l'offre et la demande du produit et ces sous-produits ;

- Etablir un diagnostic identifiant les contraintes majeures qui limitent l'investissement ainsi que les opportunités et potentialités de développement de la filière ;

- Identifier des mesures et des actions à mettre en œuvre pour le développement de la filière en différenciant (i) les mesures relatives à l'environnement économique et social ; (ii) aux facteurs de production et services ; (iii) au soutien à la croissance sectorielle ; (iv) au financement de la filière et (v) les mesures relatives à la compétitivité par le développement des compétences au niveau sectorielle etc.

3. Profil du consultant

- Être titulaire d'un diplôme d'études supérieures (Bac+5 au minimum) en Economie, agroéconomie, ou toute autre discipline apparentée ;

- Avoir au minimum de (5) ans d'expérience réussies dans le domaine de l'agriculture et/ou économique, de l'agrobusiness en général et des chaînes de valeur agricoles en particulier ;

- Avoir au minimum quatre (4) ans d'expériences professionnelles pertinentes en développement économique local ;

- Bonne expérience dans la gestion de projet de développement et la promotion des chaînes de valeurs agricoles, tourisme et transport ;

- Bonne expérience dans le processus de commercialisation des produits agricole

- Connaissance en conception, stratégies national et/ou local de développement ;

- Bonne connaissance des problématiques du développement du pays en particulier les secteurs porteurs de croissances aux Comores ;

- Bonne connaissance du secteur privé du pays et en milieu rural en particulier ;

4. Le consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement des Projets d'investissement (version juillet 2016 ;

Révisée en 2017 et 2018). La méthode de sélection est « la sélection du Consultant Individuel (SCI) ».

5. Les dossiers de candidature devront comprendre les documents suivants :

- Une lettre de motivation adressée au coordonnateur du projet ;

- Un curriculum Vitae détaillé incluant les références de trois (3) personnes pouvant attester des compétences techniques et qualité interpersonnelle du candidat ;

- Les copies des diplômes et des attestations de travail figurant sur le CV.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires concernant les TDR, en nous contactant à l'adresse email ci-dessous. Les manifestations d'intérêts doivent être rédigées en français et être déposées par email ou physiquement à l'adresse mentionnée ci-dessous **au plus tard le 12 juillet 2021 à 15 h 00 (heure locale en Union des Comores).**

Adressé à : Monsieur le Coordonnateur du Projet PIDC « Manifestation d'intérêt Réf. n°2021/008/MAPE/PIDC/AMI/UGP au secrétaire du PIDC. MAPE, Mdé Ex-CFADER. Email projetpidc@gmail.com

Lancée 28 juin 2021



Ministère de l'Agriculture,
De la Pêche et de l'Environnement



DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE



PROJET INTÉGRÉ DE DÉVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEURS ET DE LA COMPÉTITIVITÉ (P164584), CRÉDIT IDA 6423 KM

COORDINATION NATIONALE DU PROJET

Réf. n° 2021/007/ MAPE/PIDC/AMI/DAC

« SOLlicitation DE MANIFESTATIONS D'INTÉRÊTS POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR LA RÉALISATION D'UNE ÉTUDE DE DÉVELOPPEMENT DE L'ARBRO-CULTURE AUX COMORES »

1. Le (PIDC) est une initiative du Gouvernement Comorien, avec l'appui financier de la Banque Mondiale, visant à réduire la pauvreté en soutenant la croissance économique de certaines régions à fort potentiel.

L'objet du projet est de promouvoir le développement des Micros, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) et des acteurs de la chaîne de valeurs, concernés dans l'agriculture, le tourisme et les secteurs associés aux Comores.

Les composantes du Projet, qui correspondent à un investissement total évalué à US\$ 25 millions, sont les suivantes :

- Renforcement de la compétitivité des chaînes de valeur cibles et du secteur privé
- Appui direct aux entreprises
- Gestion de projet, Suivi/Évaluation, et Renforcement des Capacités.

Dans le cadre de la mission, le PIDC lance un Avis à Manifestation d'Intérêt, pour recruter « un Consultant pour la réalisation d'une étude de la filière arboriculture en vue du développement des produits fruitiers dans les zones d'intervention du projet », dont les responsabilités, tâches ainsi que le profil, sont définis dans les présents termes de références.

2. Objectif de la mission

L'objectif principal de la présente mission

consiste à réaliser une étude exhaustive de l'arboriculture (techniques traditionnelles existantes, profils des champs, potentiel, et techniques possibles applicables) aux Comores.

Sous la supervision du Coordonnateur du PIDC et en collaboration étroite avec la Direction Nationale de la Stratégie Agricole et de l'Élevage (DNSAE), le Consultant sera responsable des tâches suivantes :

• Faire une analyse exhaustive de la situation de l'arboriculture (techniques traditionnelles existantes, profils des champs, potentiel, et techniques possibles applicables) ;

• Identifier les techniques et les filières arboricultures adaptables aux contraintes des pratiques pour leur optimisation ;

• Développer des critères de sélectivité pour identifier les fruitiers qui ont le plus grand potentiel commercial ;

• Elaborer un plan d'action pour la création d'un parc en bois d'arbre fruitiers ainsi qu'une pépinière de multiplication de ces arbres ; Le plan d'action doit tirer parti des terrains, des infrastructures et des techniciens disponibles dans les CRDE.

• Identifier les agriculteurs et les coopératives leaders en techniques d'arboricultures que l'on voudrait former, promouvoir et voir répliquer dans l'ensemble du territoire ;

• Élaborer une stratégie de développement de l'arboriculture (multiplication, plantation,

entretien, récoltes, station de réception, de conditionnement et d'expédition, business model, marketing, budget, etc..) ;

3. Profil du consultant

Le Consultant doit répondre au profil suivant:

• Avoir au moins un niveau BAC + 5 en agronomie, agroéconomie ou tous autres domaines pertinents ;

• Avoir déjà réalisé préférentiellement cinq mandats similaires ou plus ;

• Avoir une expérience avérée dans la réalisation d'études de marchés ;

• Avoir exécuté des missions de veille et d'appui conseil au profit des OPA et des entreprises rurales ;

• Avoir une bonne connaissance de l'univers de fonctionnement des Micros, Petites et Moyennes Entreprises rurales (MPME) ;

• Avoir des expériences dans l'utilisation des outils de recherche action et des méthodes participatives ;

• Avoir des connaissances en système d'information géographique, en planification opérationnelle, et en conception des plans d'affaires etc.

4. Le consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans le **Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement des**

Projets d'investissement (version juillet 2016 ; Révisée en 2017 et 2018). La méthode de sélection est « la sélection du Consultant Individuel (SCI) ».

5. Les dossiers de candidature devront comprendre les documents suivants :

• Une lettre de motivation adressée au Coordonnateur du projet,

• Un CV actualisé accompagné de tous les justificatifs de diplômes et des attestations justifiant le niveau académique et l'expérience requise.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires concernant les TDR, en nous contactant à l'adresse email ci-dessous. Les manifestations d'intérêts doivent être rédigées en français et être déposées par email ou physiquement à l'adresse mentionnée ci-dessous **au plus tard le 09 juillet 2021 à 17 h 00 (heure locale en Union des Comores).**

Adressé à : Monsieur le Coordonnateur du Projet PIDC « Manifestation d'intérêt Réf. n° 2021/007/MAPE/PIDC/AMI/DAC au secrétaire du PIDC. MAPE, Mdé Ex-CFADER. Email projetpidc@gmail.com

Lancé le 25 juin 2021